



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Adoption du projet d'orientations stratégiques du Cese

La conférence des enjeux vient de se tenir au Conseil Économique, Social et Environnemental. Cette conférence a vocation à définir les orientations stratégiques de la troisième assemblée de la République ainsi que le futur souhaitable pour la France.

En dépit de sa participation active dans les groupes de travail, la CGT a décidé de s'abstenir sur le texte final de cette conférence, considérant que malgré des objectifs et des moyens importants mis en œuvre, celle-ci ne répond pas à l'urgence sociale et environnementale dans laquelle nous nous trouvons.

La CGT s'est investie dans la construction de cette conférence, tenant compte de la nécessité pour notre pays de se projeter dans les prochaines décennies et d'avoir une vision de long terme qui rompe avec les politiques libérales à l'œuvre actuellement. C'est le sens du plan de rupture qu'elle propose.

Pour cela, il est nécessaire de repenser et de rompre avec ce système d'accumulation des richesses, érigé en modèle et faiseur de lois au service des 0,01% des plus riches, pour repositionner l'humain et le social au cœur des décisions politiques et économiques ; pour que les populations aient accès aux biens de première nécessité, à l'éducation et plus globalement aux services publics.

La CGT a porté des propositions pour que nous rentrions de plein pied dans une transition économique sociale et environnementale ayant rompu avec les logiques court-termistes qui pillent les ressources, les espèces et exploitent les habitants de cette planète. Elle a également rappelé que le travail est au cœur de ce nouveau mode de développement.

La CGT a plaidé pour remettre en place de véritables structures démocratiques, afin d'en terminer avec la mise en concurrence des peuples, des modèles sociaux, des ressources naturelles.

Ainsi, lors de cette mandature, le groupe CGT au Cese portera dans l'ensemble des formations de travail des propositions fortes de transformation pour aller vers une organisation garante de l'intérêt collectif qui prend et intègre pleinement les aspirations sociales du monde du travail.

Montreuil, le 26 octobre 2021